

## Israéliens et Palestiniens en recherche d'identité

une interview de Jean-Bernard Livio

par Lucienne BITTAR

*Le conflit israélo-arabe, chaque jour, prend un tour plus dramatique. Des deux côtés des barrages, les partisans de la paix semblent ne plus avoir voix au chapitre. Les actes de guerre supplantent tout débat politique. Pourtant, le gouvernement d'Ariel Sharon est fortement déstabilisé et des factions palestiniennes s'opposent à Yasser Arafat. Derrière ces soubresauts sanglants, se cache de part et d'autre une quête identitaire autour de la notion d'Etat souverain. L'avis de Jean-Bernard Livio, bibliste et grand connaisseur de la région, qui s'est rendu sur place en février.*

**L. Bittar :** *A en croire la presse israélienne et occidentale, il semble que la cote de popularité du gouvernement Sharon soit en baisse en Israël. De plus en plus de voix s'élèvent dans le pays pour affirmer que la sécurité de la nation ne viendra pas de la seule option militaire, mais aussi d'un traitement politique de la question palestinienne ; pour dénoncer même les conséquences dramatiques pour les civils palestiniens de la ligne dure tenue par le gouvernement Sharon. On peut citer le cas, qui a récemment défrayé la chronique, des 200 réservistes qui ont refusé de servir dans les Territoires occupés.<sup>1</sup> Mais en même temps, ces voix restent marginales. Il semble qu'oser contrer les décisions du gouvernement soit perçu comme un acte de trahison. Les travaillistes qui participent au gouvernement Sharon eux-mêmes s'autocensurent, comme l'a dénoncé de manière virulente Gideon Levy.<sup>2</sup> Comment expliquer que le débat politique soit actuellement si faible en Israël ?*

**J.-B. Livio :** «Au niveau politique, il y a en Israël un problème national grave : le débat n'existe plus. Relégué dans l'opposition, le Parti travailliste, qui a fondé le pays et l'a dirigé pendant 40 ans, ne se fait plus entendre, faute d'idées nouvelles. Les anciens du parti n'ont plus de crédibilité, n'osent plus s'imposer et il n'y a pas de relève qui se prépare. L'image d'un Israélien sioniste, attaché à faire fructifier sa terre, à l'image de ses pionniers, cette image est en chute libre, remplacée par celle d'un Israélien capitaliste et colonialiste. Hier, l'Israélien était kibboutznik, inventif, trouvant une solution audacieuse à chaque difficulté ; aujourd'hui, il est militaire, agressif par peur. Il arrache les oliviers pour bétonner des cités-bunkers.

» Cette critique, qu'on a souvent faite de l'extérieur, à savoir que si on se permet un jugement négatif vis-à-vis d'Israël on est immédiatement traité d'antisémite, on l'entend aussi à présent à l'intérieur du pays, où la gauche souffre d'être considérée comme

traître. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce ne soit jamais elle qui ait signé les traités importants, comme ceux de Camp David (signés par Sadate et Begin en 1978) qui incluaient le rétablissement de la souveraineté égyptienne sur une partie du Sinaï. Seul Begin pouvait le faire sans passer pour un traître. De même, c'est lorsque Netanyahu était premier ministre qu'Israël a accepté la résolution 425 de l'ONU sur le retrait du Sud-Liban en échange de la sécurité de la frontière. Or Netanyahu était un faucon pur et dur, adepte de la ligne libérale, un économiste et mondialiste à l'américaine. Aussi lorsque Sharon a été élu, beaucoup ont pensé qu'il allait agir comme Begin. Mais Begin n'est pas un militaire, même s'il fut un résistant lors du mandat britannique ; Sharon oui. Il fait de la politique comme un général. Tant que les pertes subies dans son propre camp sont «acceptables», il fonce. C'est toute la différence. Mais aujourd'hui, il y a trop de morts en Israël, Sharon est de moins en moins populaire.

»Je dirais que la société israélienne est à la recherche de son identité. Elle est très éclatée. Israël cherche à se laïciser et les extrémistes religieux se sentent menacés. Cet état de fait a débuté à l'époque où Ehoud Barak était premier ministre. Il a réussi à faire passer à la Cour suprême une étude visant à redéfinir l'identité du citoyen israélien comme une personne membre d'un Etat, Israël, et non pas comme une personne juive.<sup>3</sup> Barak s'est heurté à une opposition terrible de la part des religieux intégristes. Ce n'est donc pas un hasard si l'influence des religieux semble s'imposer aujourd'hui, avec des prises de positions extrêmes dont la presse se fait souvent l'écho.

»Or cette proposition de Barak est en fait une composante indispensable à la paix. Si l'Etat d'Israël veut devenir aujourd'hui un Etat à part entière dans le concert des nations, il ne peut plus définir sa citoyenneté en fonction d'un modèle religieux. S'il

veut consolider la sécurité à l'intérieur de ses propres frontières, il doit redéfinir son identité, ne serait-ce que pour résoudre le problème des arabes israéliens.»

**L. B. :** *Qu'en est-il du débat politique en Palestine ? En dehors du Hamas, il semble qu'il existe un mouvement nationaliste laïc se proposant comme une alternative à l'Autorité palestinienne et comptant dans ses rangs des personnalités palestiniennes, comme Haidar Abdel Shafi, Mustafa Barghouthi, des membres du conseil législatif et des écrivains.<sup>4</sup> En outre, certains disent que pendant que l'état-major de Yasser Arafat et lui-même étaient mis en état de siège à Ramallah, c'est-à-dire entre le 3 décembre 2001 et le 11 mars 2002, le chef de l'Autorité palestinienne a perdu de sa crédibilité.*

**J.-B. L. :** «Le fait qu'Israël ait attaqué personnellement Arafat et l'ait emprisonné lui a, au contraire, donné du prestige. Aucune autre personnalité palestinienne ne peut pour l'instant le remplacer. Même si, dans le fond, Arafat n'a jamais fait l'unanimité des Palestiniens, il reste une figure emblématique pour ce peuple, le premier défenseur de l'idée d'un Etat palestinien.

»Ce qu'il faut comprendre, c'est que la notion d'un Etat palestinien est en fait très récente. Elle date de Yasser Arafat, à la fin des années soixante. Pour les jeunes intellectuels d'aujourd'hui, l'Etat est à inventer. Il faut créer une large classe politique dirigeante en Palestine, même si, c'est vrai, il existe un mouvement de centre gauche laïc mené, entre autres, par les personnes que vous avez citées. Le Palestinien est en train de découvrir le sens d'un Etat démocratique, ses bienfaits, notamment en observant le fonctionnement politique d'Israël.

»De fait, là aussi, on est confronté à des problèmes identitaires. C'est l'identité même du peuple palestinien qui est à consolider à travers la création d'un Etat.



*L'Etat palestinien, une notion récente.*

Cette notion s'est créée «grâce» à quatre siècles et demi d'occupations : d'abord par les Ottomans, puis les Britanniques et enfin les Israéliens. Arafat est devenu le porte-drapeau de cette identité, qui s'est fortement renforcée depuis la première *Intifada* (1987). *Intifada* signifie «soulèvement» ; c'est ainsi que cette révolte a été perçue à l'époque par les Israéliens et les Palestiniens. S'il y a eu une période d'accalmie ensuite, c'est parce que les Palestiniens ont compris qu'un Etat palestinien pourrait voir le jour.

»Aujourd'hui, cette idée est totalement intégrée, aussi l'*Intifada* actuelle ne mérite pas son nom. Il ne s'agit plus du «soulèvement» de quelques groupes terroristes, mais d'une «guerre de libération» qui mobilise toute la population, y compris les femmes. C'est une prise de conscience de tout un peuple. Les morts sont certes trop nombreux, mais ces martyrs deviennent

pierres de fondation du nouvel Etat, car il est évident que les Palestiniens ont déjà gagné sur un plan : lors des prochaines négociations israélo-palestiniennes, plus personne ne parlera d'autonomie, mais bien d'un Etat palestinien.»

**L. B. :** *La proposition saoudienne avait ceci d'intéressant qu'elle proposait la création d'un Etat palestinien en échange de la reconnaissance par des Etats arabes de la souveraineté de l'Etat d'Israël. Elle était porteuse de sécurité pour les deux peuples. Or Sharon l'a très vite refusée, prouvant qu'il ne veut pas d'un Etat palestinien...*

**J.-B. L. :** «C'est là une des difficultés. Il faut absolument qu'Israël lève l'ambiguïté à ce sujet si on veut avoir une chance de paix. La création de l'Etat palestinien signifie celle d'une entité territoriale, d'une identité gouvernementale, d'un Etat souverain, qui aura donc, entre autres, la possibilité de faire revenir tous les siens. Le gouvernement travailliste de Rabin l'avait compris. Si l'angoisse du retour des réfugiés est un leurre (il n'y a pas de risque véritable que des millions de Palestiniens rentrent en Palestine) par contre le risque de la création d'un Etat souverain face à un autre Etat souverain existe bel et bien, un risque qu'Israël doit véritablement accepter s'il veut entrer en discussion de paix.

»Il faut qu'il y ait un véritable débat à ce sujet en Israël. Cela commence. Dans la presse occidentale, lorsqu'on parle des Israéliens et des Palestiniens, on fait immédiatement un amalgame avec Sharon et Arafat. Mais Sharon, n'est pas Israël. Il est certes son premier ministre, élu démocratiquement, mais il représente une tendance pour le moins contestée en Israël. Il avait promis lors de sa campagne électorale la paix et la sécurité. Or, un an après son entrée en fonction, les Israéliens n'ont gagné ni l'une ni l'autre. Et tous les jours, il y a un peu moins de paix et un peu

moins de sécurité. La pression est grande pour Sharon ; ses jours sont comptés.»

**L. B. :** *Vous avez soulevé le fait que la société israélienne était fortement divisée. N'est-ce pas aussi le cas en Palestine, comme le montre la montée en puissance depuis vingt ans du Hamas ? Cela ne fragilise-t-il pas encore un peu plus les perspectives de paix ?*

**J.-B. L. :** «C'est vrai, les leaders laïcs palestiniens ont peur de la montée de l'intégrisme qu'ils n'arrivent pas à maîtriser ; beaucoup de Palestiniens n'adhèrent pas aux actions des kamikazes contre des populations civiles. Ce terrorisme pousse des chrétiens arabes, mais aussi des intellectuels musulmans, à quitter le pays. A l'intérieur même des Territoires occupés, on assiste à des attitudes paradoxales. Par exemple : les étudiants inscrits à l'Université de Bir Zeit doivent adhérer à un mouvement politique palestinien, si possible le Hamas, pour avoir une chance de réussir leurs études ; alors, certains préfèrent rejoindre l'Université hébraïque de Jérusalem, où le recteur a interdit toute manifestation sur son campus. C'est ainsi aussi que de plus en plus d'Arabes, chrétiens ou musulmans, acceptent de prendre la nationalité israélienne. Ne serait-ce que pour avoir un passeport qui leur permette de quitter le pays !»

**L. B. :** *La composante religieuse musulmane est-elle intrinsèque à l'identité palestinienne ?*

**J.-B. L. :** Pas du tout. Historiquement, le Palestinien est tolérant. Il a toujours été en contact avec différentes religions. Notre difficulté de compréhension, à nous, Occidentaux, c'est que lorsque nous analysons le conflit israélo-palestinien, nous pensons en termes religieux. Nous sommes influencés par les sollicitations israéliennes, car pendant les cinquante premières années

de son existence, Israël et les mouvements juifs mondiaux ont tout fait pour faire admettre l'assimilation entre Israélien et juif. C'est dans ce sens que la montée de l'islamisme en Palestine est comprise par les Occidentaux, car elle correspond au schéma que l'on se fait de la région. Or le Palestinien ne se sent pas d'abord musulman. Ni chrétien d'ailleurs.

»La christianisation a été un échec aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle en Palestine. L'arrivée des Eglises occidentales, malgré la construction d'écoles et d'hôpitaux, n'a pas aidé les populations locales à se prendre en charge, ni à développer une notion identitaire. On en voit les résultats aujourd'hui encore. La prise de conscience d'une identité palestinienne est plus clanique que politique. Un Palestinien est capable de reconnaître des liens familiaux avec telle personne, dont les aïeux se sont établis il y a deux siècles aux Etats-Unis, et il continue à la percevoir comme «de chez lui».

»C'est là une des grandes difficultés de la rencontre entre le monde palestinien et le monde juif, qui, lui, n'est plus du tout clanique dans sa conception actuelle, mais reste relié par une appartenance à une mémoire.»

**L. B.**

<sup>1</sup> Parmi eux on trouve un petit-fils de Yeshayahou Leibowitz, pionnier israélien de l'objection de conscience et initiateur d'un judaïsme religieux en phase avec le pluralisme. Pour Y. Leibowitz, la sanctification de la terre était de l'idolâtrie et ne justifiait pas les violations du devoir de sauvegarde de la vie (*Le Courrier international*, n° 590, du 21 au 27 février 2002).

<sup>2</sup> Lettre adressée à Shimon Peres, in *Ha'Aretz*, 1<sup>er</sup> février 2002.

<sup>3</sup> Il n'existe pas de constitution israélienne ; tout repose sur une législation se définissant au fur à mesure, d'où l'importance de la jurisprudence.

<sup>4</sup> Cf. **Edward W. Saïd**, *Une nouvelle génération de dirigeants palestiniens*, in *Le Courrier international*, n° 588, du 7 au 13 février 2002.

## Paroles de Palestiniens

«Il n'existe pas de solution de rechange à l'Autorité palestinienne au-dessus de laquelle il n'y a pas d'autres forces politiques... Nous devons faire preuve de patience, de contrôle de soi et rester solidaire de l'Autorité palestinienne pour ne pas permettre à l'occupant de lancer un processus d'«afghanisation» de notre société.»

**Hafez Barghouthi**  
in *Al Hayat Al-jadida*  
(*Le Courrier international*,  
6-12.12.01)

«Même si les Palestiniens ont pu provoquer des dommages sérieux à la partie israélienne et créer des conditions d'insécurité autour de quelques colonies de peuplement isolées, ils ne sont pas en mesure d'infliger une véritable défaite à l'occupant israélien par le biais d'une guerre ouverte... Pourquoi l'Autorité palestinienne ne décide-t-elle pas de privilégier l'action non-violente ?... La philosophie de la non-violence reste relativement inconnue dans notre société, de même qu'elle a trouvé peu d'échos

dans notre discours politique. Ainsi, notre lutte a surtout été menée par des moyens non-violents, tels que la grève, les manifestations, etc. Même les jets de pierre sur les soldats israéliens - qui auraient pu être considérés comme un acte violent - s'inscrivaient dans le contexte de révolte et de refus de l'occupation, et non pas dans celui d'une véritable guerre ouverte. Pourtant, malgré cela, nous avons magnifié le discours belliqueux, que nous avons placé au centre de notre culture politique bien que l'écrasante majorité des Palestiniens n'ait jamais porté d'armes.»

**Jonathan Kuttab**  
*Al Hayat (Le Courrier international, 20.12.01-02.01.02)*

«Sharon a le droit de se suicider... Mais qu'une minorité en Palestine décide le suicide d'un peuple entier au moment même où il allait récolter les fruits de son combat, c'est ce qu'aucun esprit raisonnable - ni aucune loi sacrée - ne saurait accepter... Le djihad n'est pas un chèque en blanc, et ceux qui s'imaginent combattre Israël ne peuvent être lavés

de l'accusation de complot contre l'intérêt national.»

**Samir Kassir**  
in *An Nahar*  
(*Le Courrier international*,  
20.12.01-02.01.02)

«La position d'Israël sur un éventuel compromis se fondait sur la résolution 242 des Nations Unies, qui pourrait éventuellement déboucher sur la création d'un Etat palestinien à condition que soit exclu le retour des réfugiés palestiniens dans les régions situées à l'intérieur des frontières d'Israël... Cela signifie que si nous voulons sortir de l'impasse actuelle et aller, par le biais d'un processus de paix, vers une solution définitive, nous devons pouvoir regarder la réalité en face et accepter d'en payer le prix... Il faut que les Palestiniens soient mis au courant des réalités et qu'ils disposent donc d'un maximum d'informations. Il serait inacceptable que la population palestinienne paie le prix d'une réalité qui lui a été systématiquement cachée.»

**Sari Nusseibeh**  
représentant de l'OLP pour  
Jérusalem in *Amin*  
(*Le Courrier international*,  
20.12.01-02.01.02)

# Paroles d'Israéliens

«Nous sommes toujours dans cet enchaînement d'actions et de représailles qui ne débouchera sur aucune solution.

Face à des actions de guérilla et à la multiplication des attentats terroristes, il n'y a rien à faire : il n'est pas question pour une armée régulière de remporter ce type de guerre. La France a perdu en Algérie et Israël perdra dans les Territoires palestiniens.»

## Martin Van Creveld

professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, auteur de *Tsahal, une histoire de l'armée israélienne* (*Le Temps*, 19.02.02)

«Eretz Israël ne nous appartient qu'à certaines conditions, car il y a un contrat entre le peuple d'Israël et Dieu : si je ne me conduis pas comme la Torah l'exige sur le plan moral, religieux et spirituel, je n'ai pas droit à la terre... Aujourd'hui, nous avons quelques millions d'Arabes qui vivent sur la même terre. Nous sommes arrivés à un stade où parallèlement à l'Etat d'Israël, nous avons un Etat palestinien qui a aussi droit à l'existence.

Or ces Palestiniens qui nous ont rejetés par le passé, aujourd'hui c'est nous qui les rejetons. C'est pourquoi nous, Israël, ne vivons pas actuellement selon la loi et la tradition juives.»

## Max Warschawski

ancien grand rabbin de Strasbourg, depuis 15 ans à Jérusalem, de la mouvance *Oz Vechalom*, militant pour les droits de l'homme. (*La Libre Belgique*, 21.02.02)

«Les juifs se trouvent en grand danger en France, puisqu'il y a 6 millions d'Arabes, c'est pourquoi nous nous préparons à les recevoir.»

## Ariel Sharon

(*Le Temps*, 22.02.02)

«Le fruit le plus doux de la guerre au Liban est que maintenant, ils (le monde) ne détestent pas seulement l'Etat d'Israël. Grâce à nous, maintenant ils détestent aussi les fines gueules à Paris, Londres, New York ou Montréal, partout dans leurs trous. Finalement, ils détestent tous ces gentils youpins qui se prétendent différents de nous, disant qu'ils ne sont pas des tueurs

israéliens... Les youpins ont été rejetés non seulement parce qu'ils ont crucifié Jésus, mais aussi parce qu'ils ont crucifié Arafat à Sabra et Chatila. Ils sont tous identifiés à nous et c'est une bonne chose ! Leurs cimetières sont profanés, leurs synagogues brûlées... Bientôt leurs palais seront souillés d'inscriptions disant «youpins, en Palestine !» Et vous savez quoi ? Ils iront en Palestine parce qu'ils ne sauront pas où aller ailleurs ! Tout cela est un bienfait.»

## S. (Ariel Sharon)

in *Amos Oz, In the Land of Israel*, Am Oved, 1983.

«Il faut le répéter : la destruction d'un logement reste un acte barbare. Quelque soit l'alibi, il s'agit d'un acte terroriste qui relève du crime de guerre... Pour un peuple dont la culture est marquée à jamais par la mémoire du déracinement et de l'exil, la maison symbolise la continuité dans l'espace et le temps. Détruire ses logements, c'est détruire son monde.»

## Meiron Benvenisti

in *Ha'Aretz (Le Courrier international)*, 31.01-6.02.02)